

### *Système métrique*

contenter de différer la mise en application de la mesure législative. Elle doit être remise à l'étude. Les agriculteurs doivent avoir la chance d'être entendus si l'on veut que la métrisation se fasse sans heurts, comme cela aurait pu se passer si le gouvernement n'avait pas traité cavalièrement les agriculteurs et les petites entreprises.

Un dernier conseil au gouvernement, monsieur l'Orateur. S'il avait suivi la politique adoptée par le gouvernement des États-Unis en matière de métrisation, sa méthode aurait eu plus de succès. Un vieux dicton dit "Ce n'est pas ce qu'on fait qui compte, mais la façon de le faire". En démocratie, on ne peut procéder par la contrainte, l'autoritarisme ou les techniques employées trop fréquemment dans cette Trudeaucratie. Il faut employer la persuasion, l'éducation, sans imposer de contrainte, pour gagner l'opinion publique. Le gouvernement devrait le reconnaître. Il se rend compte maintenant qu'il est en difficulté et il cherche à s'en sortir.

La formule adoptée par le gouvernement se rapproche de ce que l'on pourrait qualifier de despotisme bénin ou d'une dictature bienveillante où le gouvernement sait mieux que quiconque ce qui est bon pour le peuple. Cette attitude lui a créé des difficultés en ce qui a trait à la métrisation. Le premier ministre (M. Trudeau) lui-même dit que le régime de gouvernement qui lui convient le mieux est une dictature bienveillante.

Je presse le gouvernement d'accepter l'amendement et de renvoyer le projet de loi au comité. L'agriculteur se rend compte qu'il a été induit en erreur, tout comme l'industrie céréalière et la Commission du système métrique. Même le gouvernement du Manitoba trouve qu'on l'a berné. Nous avons tenté de ménager une issue au gouvernement, de lui donner un moyen de sauver la face, en présentant un amendement prévoyant la coexistence des deux systèmes pour la période de conversion progressive, mais on l'a rejeté. Nous avons à nouveau tenté d'une façon positive, constructive, de favoriser l'adoption de ce projet de loi tout en calmant les protestations du monde agricole en proposant, à l'initiative du député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton), un amendement prévoyant une période de transition de trois ans mais on l'a également rejeté, et le gouvernement a ainsi manqué l'occasion de prévoir une période suffisante pour appliquer un programme d'information.

Le gouvernement prétend qu'il va différer l'application du projet de loi. Les agriculteurs ont là une épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête. Pourquoi le gouvernement ne commence-t-il pas comme il le devrait par permettre aux agriculteurs de s'exprimer en renvoyant le bill au comité? Voilà la façon démocratique de procéder, et qu'on nous épargne cette façon autoritaire, trudeaucratique de gouverner à coup de décrets.

**M. Bill Kempling (Halton-Wentworth):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais appuyer l'amendement qui aurait pour effet de renvoyer à nouveau le bill C-23 au comité, donnant ainsi l'occasion aux députés et aux cultivateurs d'exprimer leurs vues. A mon avis, les réponses données au député de Vegreville (M. Mazankowski) le 3 mai, tel qu'en fait foi le hansard aux pages 5226 et 5227, sont les déclarations les plus incroyables qu'on ait faites à la Chambre depuis quelque temps.

Ce qui m'irrite le plus, c'est qu'au moment même où le comité étudiait le projet de loi, où des représentants de la

Fédération canadienne de l'agriculture comparaissaient devant lui, là-bas au Château Laurier, un groupe d'agriculteurs tenait une réunion. Lorsque cette question y fut soulevée, la discussion est devenue si tumultueuse que le président y mit fin pour passer à d'autres travaux. Autrement dit, les cultivateurs s'y sont violemment opposés disant qu'ils n'étaient pas d'accord avec la mesure. Précisément au même moment, des représentants de la Commission du système métrique et de la FCA déclaraient au comité de la Chambre que la grande majorité des cultivateurs étaient entièrement d'accord avec la conversion au système métrique et nous demandaient d'aller de l'avant.

L'arpentage est le nœud de tout le problème. Je ne sais pas pourquoi le ministre et ses conseillers ont refusé de renvoyer le bill au comité ni pourquoi ils n'ont pas accepté les nombreuses suggestions faites par ce côté-ci de la Chambre.

En réponse au député de Vegreville, le ministre d'État aux petites entreprises (M. Marchand) a dit, comme en témoigne la page 5227 du hansard du 3 mai:

Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas encore décidé du mécanisme précis. Le député peut être sûr que je serais ravi qu'il me conseille sur la façon de régler la question.

Nous avons suggéré que la question soit renvoyée au comité pour qu'il étudie plus en détail la question des grains et de l'arpentage en particulier. Comme on n'a pas donné suite à notre suggestion, il est évident que les choses ne vont pas changer.

Le système métrique existe sous différentes formes, selon les pays. La France, le Japon, l'Australie et la Grande-Bretagne ont chacun leur système. Les Britanniques, après avoir consulté la Communauté économique européenne, ont décidé de conserver le mille, l'acre, la chopine et le mille à l'heure.

● (1640)

La Commission dit aux députés que tout le monde est d'accord, mais nous constatons que le comité des transports de la région métropolitaine de Toronto a rejeté un poste budgétaire de \$80,000 destiné à convertir les panneaux municipaux de vitesse et de hauteur libre des ponts au système métrique. Lorsque vous visitez le pays et parlez aux citoyens des diverses municipalités, vous constatez qu'ils sont bien en peine de dire quand le changement s'effectuera et qui paiera.

De nombreux pays ont conservé certaines unités de mesure et les changer sèmerait la confusion, mais au Canada nous avons ce groupe de personnes informées, les membres de la Commission du système métrique, en fait des bonimenteurs, qui pensent connaître ce qui est le mieux pour les Canadiens et qui ont trompé le Parlement par leurs actions. C'est une question qui me choque carrément.

En tant que membre du comité qui étudie la conversion au système métrique, j'ai reçu de nombreux appels téléphoniques de membres de la Commission du système métrique. Une fois, l'un d'eux m'a reproché d'avoir osé critiquer certaines actions de la Commission. J'ai reçu au moins 15 appels téléphoniques de membres du Conseil des grains du Canada qui me signalaient que c'était nous qui empêchions l'adoption du bill. Ils m'ont dit que nous allions causer la ruine économique de l'industrie céréalière dans l'Ouest du Canada, que nous étions mal informés, que les agriculteurs de l'Ouest du Canada étaient tout à fait pour. Nous avons ensuite appris qu'au contraire, ils étaient contre. La question n'a donc pas été